



Ministry of **JUSTICE**

PREFACE

Des centaines de lois affectant chaque aspect de notre vie ont été votées. Il est quelquefois difficile de savoir quels sont réellement nos droits fondamentaux. Il y a plus de cinquante ans, la Grande-Bretagne a sauvegardé nos libertés fondamentales dans la Convention européenne des Droits de l'Homme. Mais nous ne pouvions revendiquer la protection de la Convention qu'en prenant le long chemin de Strasbourg.

La Loi sur les Droits de l'Homme signifie que nous pouvons protéger nos droits ici au Royaume-Uni. Nous pouvons également tous mieux comprendre les valeurs et normes fondamentales que nous partageons. Ce guide présente la Loi sur les Droits de l'Homme et explique son fonctionnement. Les gouvernements britanniques respectent la Convention européenne depuis plus de 50 ans. Cette loi ne vous sera probablement jamais utile. Mais si vos droits sont violés, il est bon de savoir que vous pouvez faire quelque chose pour remédier à la situation.

QU'EST-CE QUE LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME ?

La Loi de 1998 sur les Droits de l'Homme est une loi qui est entrée en vigueur en octobre 2000. Elle donne par ailleurs effet au Royaume-Uni aux droits et libertés fondamentaux de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

QUE SIGNIFIE-T-ELLE ?

La Loi signifie trois choses simples :

- Elle rend illégal pour une autorité publique, comme un ministère gouvernemental, une autorité locale ou la police, d'enfreindre les droits de la Convention, à

moins qu'un Acte du Parlement ne décide que celle-ci ou celui-ci n'aurait pas pu agir autrement

- Elle signifie que les affaires relatives aux droits de l'homme peuvent être prises en charge par une Cour ou un tribunal britanniques. Jusqu'à l'adoption de la Loi, quiconque jugeant que ses droits, conformément à la Convention, avaient été violés, devait se rendre à la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg
- Elle signifie qu'il doit être accordé à l'ensemble de la législation britannique une signification adaptée aux droits de la Convention, dans la mesure du possible. Si un tribunal déclare que ceci n'est pas possible, le Parlement doit décider de la marche à suivre.

QU'EST-CE QUE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ?

C'est l'un des premiers et principaux traités adoptés par le Conseil de l'Europe, un groupe de nations réunies par Sir Winston Churchill après la Seconde Guerre mondiale pour éviter que des atrocités et actes de cruauté de cette nature ne se reproduisent.

Le Conseil de l'Europe est une entité séparée de l'Union européenne (UE). Sa Cour des Droits de l'Homme est située à Strasbourg. Vous pouvez déjà faire appel à la Cour de Strasbourg pour revendiquer vos droits conformément à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Cependant jusqu'à 2000, la Convention européenne des Droits de l'Homme ne faisait pas partie de la loi nationale britannique. C'est pourquoi nos tribunaux n'avaient pas été en mesure de prendre en charge vos requêtes.

VOS DROITS AU TITRE DE LA CONVENTION

La Loi sur les Droits de l'Homme comprend seize droits fondamentaux, tous issus de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Ces droits n'affectent pas seulement les questions de vie et de mort comme être libéré de la torture et le meurtre. Ils affectent aussi vos droits de la vie quotidienne : ce que vous pouvez dire et faire, vos convictions, votre droit à un procès équitable et de nombreux autres droits fondamentaux similaires.

(Article 1 - introduction)

ARTICLE 2 LE DROIT A LA VIE

Vous avez le droit absolu à ce que votre vie soit protégée par la loi. Dans certaines circonstances particulières très limitées, il est acceptable que l'État ôte la vie à quelqu'un, par exemple lorsqu'un agent de police est en état de légitime défense.

ARTICLE 3 L'INTERDICTION D'INFLIGER LA TORTURE

Vous avez le droit absolu de ne pas être torturé ou soumis à un traitement ou à une sanction inhumains ou dégradants.

ARTICLE 4 L'INTERDICTION D'ETRE TENU EN ESCLAVAGE ET D'ETRE ASTREINT A DES TRAVAUX FORCÉS

Vous avez le droit absolu de ne pas être traité comme un esclave ou forcé à effectuer certains types de travaux.

ARTICLE 5 LE DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ

Vous avez le droit de ne pas être privé de votre liberté ("arrêté" ou "détenu"), à l'exception de circonstances limitées spécifiées dans l'Article (par exemple lorsque l'on vous soupçonne ou que vous avez été déclaré coupable d'avoir

commis un crime) et lorsque ceci est justifié par une procédure judiciaire claire.

ARTICLE 6

LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

Vous avez le droit à un procès équitable et public dans des délais raisonnables. Ceci s'applique à la fois aux accusations au pénal émises contre vous ou dans le cadre du règlement de litiges relatifs à vos droits et à vos obligations civils. Les audiences doivent avoir lieu devant un tribunal indépendant et impartial établi par la loi. Il est possible d'exclure le public de l'audience (bien que pas du jugement) si ceci est nécessaire pour protéger la sûreté nationale ou l'ordre public.

S'il s'agit d'une accusation au pénal, vous êtes présumé innocent jusqu'à ce que vous ayez été déclaré coupable conformément à la loi et vous possédez certains droits qui vous sont garantis pour vous défendre.

ARTICLE 7

PAS DE SANCTION SANS LOI

Vous avez normalement le droit de ne pas être déclaré coupable d'une infraction entraînée par des actes qui, au moment où vous les avez commis, n'étaient pas criminels. Vous êtes aussi protégé contre des augmentations ultérieures de votre condamnation éventuelle relativement à une infraction.

DROITS RESTREINTS

Les droits figurant dans les Articles 8 à 11 peuvent être restreints lorsqu'il est nécessaire d'atteindre un objectif important.

Les objectifs précis dans chaque Article autorisant des restrictions varient, mais ils comprennent par exemple la protection de la santé ou de la sécurité publiques, la prévention des actes criminels et la protection des droits des autres personnes.

ARTICLE 8

LE DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Vous avez le droit au respect de votre vie privée et familiale, de votre domicile et de votre correspondance. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet d'autres restrictions que dans des circonstances spécifiques.

ARTICLE 9

LA LIBERTÉ DE PENSÉE, DE CONSCIENCE ET DE RELIGION

Vous êtes libre d'avoir des opinions, des convictions et des pensées étendues ainsi qu'une foi religieuse. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que dans des circonstances spécifiques.

ARTICLE 10

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Vous avez le droit d'exprimer des opinions et des avis seul ou en groupe. Ceci est valide même s'ils sont mal accueillis ou troublants. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet d'autres restrictions que dans des circonstances spécifiques.

ARTICLE 11

LA LIBERTÉ DE SE RÉUNIR ET D'ASSOCIATION

Vous avez le droit à la liberté de réunion pacifique avec d'autres gens. Vous avez aussi le droit de créer des associations avec d'autres gens et ceci peut comprendre le droit de fonder un syndicat. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que dans des circonstances spécifiques.

ARTICLE 12

LE DROIT AU MARIAGE

Les hommes et femmes ont le droit de se marier et de fonder une famille. La loi nationale régit toutefois comment et à quel âge ceci peut avoir lieu.

(L'**Article 13** n'est pas inclus dans la Loi sur les Droits de l'Homme)

ARTICLE 14 L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION

Dans le cas de l'application des droits de la Convention, vous avez le droit de ne pas être traité différemment, à cause de votre race, de votre religion, de votre sexe, de vos opinions politiques ou de tout autre statut, à moins que ceci ne puisse être justifié objectivement. Tout le monde doit avoir un accès égal aux droits de la Convention, quel que soit son statut.

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE 1¹ LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Vous avez le droit de jouir tranquillement de vos possessions. Il ne peut y avoir ingérence des autorités dans l'exercice de ce droit ni de l'usage que vous en faites, sauf dans des circonstances spécifiquement limitées.

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE 1 LE DROIT À L'INSTRUCTION

Vous avez le droit à ce que l'on ne vous refuse pas l'accès au système éducatif.

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE 1 LE DROIT À DES ÉLECTIONS LIBRES

Les élections des membres du corps législatif (ex. le Parlement) doivent être libres et impartiales et avoir lieu par bulletin secret. Certaines conditions peuvent être imposées à ceux qui sont éligibles pour voter (ex. un âge minimum).

¹ (un "protocole" est une addition ultérieure à la Convention)

PROTOCOLE 6 / ARTICLE 1 DU PROTOCOLE 13 L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Le Protocole 6 a aboli la peine de mort, avec des exceptions limitées pendant les périodes de guerre, mais seulement conformément à des lois clairement spécifiées. Le Protocole 13 remplace le Protocole 6 et abolit la peine de mort dans tous les cas.

COMMENT LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME M'AFECTE-T-ELLE ?

- **LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME CHANGE-T-ELLE MES DROITS ?**

Non. Mais la Loi sur les Droits de l'Homme vous permet de revendiquer vos droits beaucoup plus rapidement et facilement. Au lieu d'avoir à vous rendre à Strasbourg, vous pouvez maintenant saisir un tribunal au Royaume-Uni.

- **LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME AFFECTE-T-ELLE LA MANIÈRE DONT LE GOUVERNEMENT ET LES AUTORITÉS PUBLIQUES SE COMPORTENT ?**

Oui. La Loi sur les Droits de l'Homme stipule que toutes les autorités publiques doivent accorder une attention appropriée à vos droits lorsqu'elles prennent des décisions qui vous affectent. Les autorités publiques comprennent les ministères départementaux, votre autorité locale ou les autorités de santé et aussi les agences comme la police, les tribunaux et les sociétés privées dans le cadre de l'exécution de fonctions publiques.

Ce n'est pas nouveau. Respecter les droits et équilibrer les droits et les responsabilités a toujours été un rôle important de la fonction publique dans ce pays. Mais la Loi sur les Droits de l'Homme garantit que les personnes qui vous gouvernent vérifient qu'elles ne font pas peu cas de vos droits, même si elles pensent qu'elles le font pour une bonne raison. Elles devront veiller à l'équilibre auquel elles parviennent et bien

réfléchir à la manière dont elles peuvent causer le moindre tort possible aux personnes.

À chaque fois que le Gouvernement propose une nouvelle loi au Parlement, le ministre responsable doit faire une déclaration au titre de la Loi sur les Droits de l'Homme sur la concordance de la nouvelle loi avec les droits de la Convention.

- **PUIS-JE UTILISER LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME CONTRE UNE AUTRE PERSONNE QUI VIOLE MES DROITS ?**

Pas directement. Vous ne pouvez pas poursuivre en justice ni être poursuivi en justice par une autre personne pour avoir violé les droits de la Convention. Mais vous pouvez en tirer un avantage indirect parce que la Loi sur les Droits de l'Homme stipule que toutes les lois doivent avoir un sens et un effet se rapprochant le plus possible des droits de la Convention. Il est aussi beaucoup plus facile de faire valoir vos droits si ceux-ci ont été couchés par écrit. Vous pouvez les montrer à la personne qui selon vous les ignore.

- **MAIS ET LES RESPONSABILITÉS ? MES DROITS AU TITRE DE LA LOI SONT-ILS ILLIMITÉS ?**

Ils ne le sont pas. La majorité des droits de la Loi sur les Droits de l'Homme ont certaines restrictions qui les empêchent d'affecter injustement les droits des autres ou de ne pas tenir compte des droits de la communauté au sens large. Dans une société démocratique, tout le monde a des droits. Vos droits passent en premier, mais également ceux de toutes les autres personnes. Nous devons donc chacun accepter certaines restrictions sur nos droits pour nous assurer que les autres sont traités avec impartialité.

Par exemple, le droit de quelqu'un à la liberté devra éventuellement être restreint s'il a commis un crime. La liberté de parole ne signifie pas la liberté de crier "Au feu!" dans une salle pleine de gens, alors qu'il n'y a aucun incendie.

- **LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME A-T-ELLE VRAIMENT CHANGÉ QUELQUE CHOSE ?**

Il s'agit d'un type de loi supérieure qui affecte toutes les autres lois. Les droits et leurs restrictions ne sont en fait qu'une série de valeurs fondamentales. Le respect pour les droits et pour tout ce qui est associé à ces droits permet de changer la manière dont les gens pensent et se comportent et de créer une atmosphère où les décisions et les politiques sont discutées et comprises. La mesure dans laquelle la Loi sur les Droits de l'Homme améliore la qualité de vie pour toutes les personnes du Royaume-Uni dépend de la mesure dans laquelle nous respectons toutes les valeurs qu'elle sauvegarde.

- **QUE SIGNIFIE LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR LA DÉMOCRATIE ?**

La démocratie est la seule forme de gouvernement adaptée aux droits de la Convention. La tolérance et la largeur d'esprit sont le fondement de la démocratie et le fondement des droits de la Convention. La Loi sur les Droits de l'Homme reconnaît le rôle essentiel du Parlement dans notre démocratie. Elle doit encourager la transparence et l'ouverture au sein du Gouvernement parce que les autorités publiques utiliseront le langage des droits de la Convention pour débattre des problèmes. Comme c'est un langage que nous pouvons tous comprendre, nous pourrions plus facilement comprendre ce qui se dit et participer.

- **EST-CE QUE LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME VA PLAIRE À TOUT LE MONDE ?**

Pas tout le temps. Il y aura nécessairement des disputes concernant des décisions et des incompatibilités entre des droits. Nous ne serons pas tous d'accord sur des points comme le droit sur la vie privée, les droits des victimes ou la liberté d'expression. La Loi sur les Droits de l'Homme affecte les décisions prises concernant ces points. Certaines

personnes ressentiront nécessairement que la solution obtenue n'est pas la bonne. Mais la Loi sur les Droits de l'Homme doit garantir qu'un débat correct a lieu et que les droits fondamentaux sont respectés d'une manière équilibrée.

- **QUE SIGNIFIE LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR NOS TRIBUNAUX ET NOS JUGES ?**

La Loi sur les Droits de l'Homme les aide à protéger les droits de la Convention des personnes. Ils sont capables de vérifier que les droits de la communauté au sens large sont correctement équilibrés. Si les droits de personnes doivent être affectés, les autorités publiques doivent démontrer qu'elles n'utilisent pas "un gros marteau pour casser une noix". On parle souvent de "proportionnalité" à cet égard : ne s'ingérer dans l'exercice de droits que dans la mesure nécessaire pour atteindre un but spécifique stipulé dans la Convention.

Par exemple, il existe le droit fondamental de s'associer et le droit de se réunir avec d'autres personnes.

Par conséquent, si la police ou les autorités publiques ont l'intention d'interdire certaines manifestations ou de restreindre des marches sur certains itinéraires, elles ne peuvent pas tout simplement imposer une interdiction générale. Elles doivent réfléchir soigneusement à ce qui est proportionné, de manière à ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la protection contre les risques aux personnes qu'elles pourront raisonnablement prévoir. Chaque tribunal du pays est compétent pour vous aider lorsqu'une autorité publique agit contre vos droits.

- **DONC EST-CE QUE LES TRIBUNAUX SERONT CAPABLES DE REJETER LES DÉCISIONS DU PARLEMENT ?**

Non. La Loi sur les Droits de l'Homme stipule spécifiquement que les juges ne peuvent pas renverser les décisions du Parlement. Mais les tribunaux peuvent modifier la loi pour

l'aligner aux droits de la Convention. Les juges ont toujours été capables de modifier la loi eux-mêmes. Mais la Loi sur les Droits de l'Homme signifie qu'ils doivent rester dans le cadre d'un code de valeurs démocratiques, basé sur vos droits au titre de la Convention.

- **LA LOI SUR LES DROITS DE L'HOMME IMPLIQUE-T-ELLE QU'IL Y AURA DAVANTAGE D'AFFAIRES JUDICIAIRES ?**

Ce ne sera pas le cas au long terme. Aller devant les tribunaux est toujours un dernier recours. La Loi sur les Droits de l'Homme permet d'expliquer les droits et aide les autorités publiques à comprendre comment les tribunaux interprètent la loi. Il y a un certain temps, les gens essayaient de se servir de la nouvelle loi pour déterminer comment arriver à un équilibre entre leurs droits et les droits des autres personnes. Mais les juges ont toujours insisté sur le fait qu'ils ne perdraient pas de temps avec des disputes qui n'étaient pas fondées.

Par exemple, l'un de nos droits fondamentaux est de pouvoir nous marier si nous avons atteint l'âge nubile. Au Royaume-Uni, la loi stipule que l'on peut se marier à l'âge de 16 ans. Il serait presque certainement considéré comme une perte de temps de passer devant les tribunaux pour revendiquer que vous devriez être autorisé à vous marier plus jeune. C'est le type de décision que chaque tribunal a le droit de prendre automatiquement.

- **QUELLE EST LA SITUATION POUR L'ÉCOSSE, LE PAYS DE GALLES ET L'IRLANDE DU NORD ?**

Le Parlement de Westminster a le pouvoir de voter des lois, indépendamment des stipulations de la Convention. Les Assemblées du Pays de Galles et d'Irlande du Nord et le Parlement écossais n'ont pas ce pouvoir. S'ils votent des lois ne correspondant pas aux droits de la Convention, les tribunaux annuleront ces lois.

- **COMMENT OBTENIR UN COMPLÉMENT D'INFORMATION ?**

Pour obtenir un complément d'information sur la Loi sur les Droits de l'Homme, visitez : www.humanrights.gov.uk

Ou écrivez à : Human Rights Division, Ministry of Justice, 6th Floor, Selborne House, 54 Victoria Street, London SW1E 6QW

En Irlande du Nord, écrivez à : The Equality and Human Rights Unit, Office of the First Minister and Deputy First Minister (OFMDFM), Room E3.18, Castle Buildings, Stormont Estate, Belfast, BT4 3SR

En Écosse, écrivez à : Scottish Executive Justice Division, St Andrew's House, Regent Road, Edinburgh, EH1 3DG

Au Pays de Galles, écrivez à : Strategic Equality & Diversity Unit, Welsh Assembly Government, Cathays Park, Cardiff, CF10 3NQ

Un guide plus détaillé sur la Loi sur les Droits de l'Homme, le "Guide to the Human Rights Act" (guide sur la Loi sur les Droits de l'Homme) est disponible en anglais et en gallois.

Appelez le 020 7210 1437 ou sur Minicom 0800 358 3506 pour obtenir une copie gratuite.

Si vous souhaitez obtenir une copie de cette brochure sur cassette audio, en Braille ou dans les langues indiquées ci-dessous, veuillez appeler le 020 7210 1437 ou sur Minicom 0800 358 3506.

Cette brochure est disponible dans les langues suivantes :
Gallois, bengali, punjabi, gujarati, urdu, arabe, cantonais, polonais, somalien, français, tamil.